

Maître d'Ouvrage



**MINISTÈRE
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Interdépartementale des
Routes Nord**

**Entretien de l'assainissement en zones
d'accès difficiles et de Wateringues_ DIR
Nord/District du Littoral**

Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

**A2.1 – Annexe 1 du CCAP – Notice d'Exploitation Sous Chantier
(NESC)**

Maître d'œuvre

Service d'Ingénierie Routière Ouest

10 place Salvador Allende

CS 40424

59 664 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

Tél : 03.20.43.71.71

Table des matières

1 Dispositions générales et préparation du chantier.....	3
1.1 Préambule.....	3
1.2 Textes applicables.....	3
1.3 Dispositions à proposer à l'offre.....	4
1.4 Préparation du chantier.....	4
1.5 Phasage des travaux.....	6
1.6 Chantiers annexes connus.....	7
2 Contraintes d'exploitations fixées par le marché.....	7
2.1 Principes.....	7
2.2 Périodes de travaux proscrites.....	7
2.3 Contraintes Générales.....	7
2.4 Itinéraires de déviation.....	8
2.5 Sanctions et pénalités.....	8
3 Caractéristiques des dispositifs d'exploitation sous chantier.....	9
3.1 Information aux usagers.....	9
3.2 Caractéristiques des dispositifs de signalisation temporaire.....	9
4 Mise en œuvre des dispositifs d'exploitation sous chantier.....	11
4.1 Mise en place de la signalisation.....	11
4.2 Dispositions relatives aux accès de chantier.....	11
4.3 Prestations non détaillées.....	12
4.4 Maintenance.....	13
4.5 Interaction avec les conditions météorologiques.....	14
5 Sécurité du chantier et des usagers de la route.....	14
6 Interactions avec les autres intervenants.....	14
6.1 Réseau routier national.....	14
6.2 Réseau secondaire.....	15
7 Plan de situation général.....	15

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PRÉPARATION DU CHANTIER

1.1 PRÉAMBULE

Le présent document définit l'ensemble des clauses contractuelles qui s'appliquent au titulaire en ce qui concerne l'exploitation sous chantier.

Pendant toute la durée du marché (y compris les périodes de préparation, vérification et contrôle), la mise en place et la maintenance de la signalisation temporaire sont à la charge du titulaire. La signalisation temporaire comprend notamment : balisage des travaux, restrictions de circulation, balisage des itinéraires de déviation, information des usagers, sécurité des usagers et des travailleurs dans les zones de travaux.

Au-delà des contraintes d'organisation qu'il impose, le présent document n'impose pas de phasage de travaux. Celui-ci sera établi par le titulaire dans le respect des contraintes stipulées dans les pièces contractuelles du marché et notamment dans la suite du présent document. Les phases de travaux et les restrictions de circulation associées devront strictement respecter les périodes (jours, PR et horaires) définis dans le présent document.

1.2 TEXTES APPLICABLES

La signalisation temporaire mise en place est conforme à la réglementation en vigueur, et au minimum :

- au manuel du chef de chantier
 - routes à chaussées séparées – volume 2 du CEREMA édition 2020 ;
 - voiries urbaines – volume 3 du SETRA ;
 - conception et mise en œuvre des déviations-guide technique– volume 5 du SETRA ;
 - « signalisation temporaire - choix d'un mode d'exploitation – volume 6 » du SETRA, édition 2002 ;
 - « signalisation temporaire - éléments de méthode pour la pose et la dépose de la signalisation – Routes à chaussées séparées – volume 7 » du SETRA ; édition 2000
 - interventions d'urgences sur routes à chaussées séparées – volume 8 du SETRA ;
- au guide « Séparateurs modulaires de voie à usage temporaire » du CEREMA ;
- à l'Instruction Ministérielle sur la Signalisation Routière, Livre 1, Huitième partie, édition du 31/07/02 ;
- aux spécifications complémentaires de la présente annexe au CCAP ;

- aux normes européennes relatives aux dispositifs de retenue ;
- à la note technique du 14 avril 2016, relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national ;
- aux circulaires ministérielles, fixant le calendrier des jours « hors chantier » des années 2025 à 2030 ;
- à l'arrêté permanent en vigueur sur le département du Nord et du Pas-de-Calais.

1.3 DISPOSITIONS À PROPOSER À L'OFFRE

Les modalités correspondantes sont explicitées au Règlement de la Consultation (RC).

Le candidat doit notamment proposer un planning de travaux précisant les modes d'exploitation envisagés pour chaque phase de travaux, en respectant les exigences minimales et conditions décrites ci-après, notamment le chapitre 2.

1.4 PRÉPARATION DU CHANTIER

Pendant la période de préparation, selon les dispositions de l'article 8-4.1 du CCAP, le titulaire établit le dossier d'exploitation sous chantier (DESC) **comportant impérativement les 7 éléments suivants** :

- le plan de situation ;
- le planning prévisionnel des travaux et des restrictions de circulation, avec correspondance avec chaque plan de balisage ;
- une notice explicitant les mesures d'exploitation sous chantier et leurs impacts sur le trafic, et justifiant les plannings des travaux et phasage des modes d'exploitation sous chantier ;
- une proposition des « accès chantier » (entrées et sorties) qu'il estime nécessaires à la réalisation des travaux dans chacune des phases et les conditions d'utilisation de ces accès. Au vu des impacts importants prévisibles, la DIR Nord sera particulièrement attentive au choix des accès, notamment vis-à-vis de la gêne occasionnée aux riverains ;
- les plans précis de balisage de chacune des phases de chantier, mentionnant notamment :
 - les limites amont et aval des emprises nécessaires à la réalisation des travaux (y compris les zones de dévolution, de circulation et de stationnement des engins), de chacune des phases de chantier (mode d'exploitation sous chantier) ;
 - la totalité des dispositifs temporaires (panneaux de police, marquages, balises, séparateurs, protection des zones de travaux, accès chantier, dispositifs lumineux

etc.) et faisant figurer toute information utile ;

- les PR de début et fin de travaux, de tous les panneaux de police et tous les points particuliers du balisage (accès de chantier, sortie de chantier, début de pointe, etc.) ;
- le balisage de tous les itinéraires de déviation, en suivant les recommandations du volume 5 du guide SETRA de signalisation temporaire « conception et mise en œuvre des déviations-guide technique » ;
- les mesures proposées pour informer les usagers de la route et éventuellement, les riverains et acteurs économiques locaux (centres commerciaux par exemple).

Le dossier d'exploitation est soumis au maître d'œuvre pour visa. Le maître d'œuvre a 10 jours ouvrés pour transmettre ses remarques sur le DESC au titulaire quel que soit l'indice des documents produits. Le titulaire a 5 jours ouvrés pour reprendre le dossier conformément à ces remarques.

Une fois le dossier d'exploitation visé sans réserve, le maître d'œuvre transmet les demandes d'arrêt de circulation aux gestionnaires de voirie concernés.

Le délai normal d'obtention de l'arrêté est de 1 mois (à partir de la date de validation du DESC par le maître d'œuvre). Par conséquent, le titulaire doit tenir compte de ces délais et présenter son dossier d'exploitation au visa du maître d'œuvre dans un délai suffisamment antérieur aux travaux pour permettre la prise d'arrêtés et restrictions de circulation, incluant les éventuels aller/retour avec la maîtrise d'œuvre avant transmission à l'exploitant, quel que soit l'exploitant (DIR Nord, CD59, CD62, Intercommunalités, communes, etc).

Seront également soumis au visa du Maître d'œuvre, préalablement à toute mise en place :

- les matériels,
- les dessins des panneaux, y compris les panneaux d'information, avec justifications des dimensions selon mentions et taille des lettrages,
- les dimensions des massifs, préfabriqués ou coulés, avec justifications de dimensions selon panneaux et contraintes,
- les implantations précises en fonction des contraintes de terrain et d'exécution du chantier (accès en particulier),
- les procédures d'exécution pour les mises en place des dispositifs,
- les balisages complexes doivent être détaillés, chaque type de neutralisation devant figurer dans des sous-phasages.

En phase préparatoire, des restrictions de circulation classiques sur le réseau géré par la DIR Nord, en neutralisation de voies et nécessaires aux études, visites sur site, travaux préparatoires ou levés de réserves peuvent être demandées dans le cadre de l'arrêté permanent (uniquement de nuit) et doivent être demandées au plus tôt sous peine de ne pas

pouvoir être acceptées par les exploitants si d'autres interventions sont programmées.

Pour une intervention la semaine suivante, les restrictions doivent donc être confirmées au plus tôt auprès du maître d'œuvre de manière à ce qu'il soit en mesure de les confirmer à l'exploitant le mercredi midi au plus tard. Elles doivent être également inscrites d'abord au planning prévisionnel fourni en période de préparation, puis au planning détaillé stabilisé à 15 jours des travaux du titulaire. Ces demandes de restrictions sur arrêté permanent devront notamment préciser les PR de début et de fin de balisage et la nature des travaux projetés.

Quant aux fermetures de bretelles pour études qui ne peuvent être réalisées que sous arrêté spécifique (selon arrêtés permanents du Nord et du Pas-de-Calais), les délais d'obtention de l'arrêté sont ramenés à 10 jours calendaires à partir de la validation par le maître d'œuvre. Outre la fermeture de bretelles, toute restriction de circulation sortant du cadre défini par l'arrêté permanent, ne peut être réalisée que sous arrêté spécifique.

Le planning prévisionnel des demandes de restrictions sera mis à jour par le titulaire chaque semaine avant le mercredi midi, notamment de façon à établir la programmation hebdomadaire des chantiers avec le District du Littoral et les autres gestionnaires de voiries. Une confirmation des dates de fermeture de bretelle est à produire 7 jours avant leur fermeture.

Les services concernés seront informés des dates précises de la restriction de circulation conformément aux procédures mentionnées dans la note technique du 14 avril 2016 (état hebdomadaire des chantiers), et des conséquences sur le trafic en temps réel par l'intermédiaire des procédures internes à la DIR Nord.

En cas d'intervention curative prévue dans le cadre de la viabilité hivernale ou de mouvement social prévu ayant une répercussion sur le fonctionnement du réseau routier national et secondaire, une intervention pourra être annulée.

1.5 PHASAGE DES TRAVAUX

Le titulaire devra prendre en compte dans son phasage de chantier les contraintes liées aux règles de l'art des travaux d'aménagement routiers de l'État, notamment les contraintes de sécurité pour les usagers.

Chaque « changement de phase » doit faire l'objet d'une procédure d'exécution accompagnée de plans de principe de la part du titulaire, visée par le maître d'œuvre.

Si en cours de chantier, les travaux nécessitent une phase non prévue dans le ou les arrêté(s) de circulation, elle devra faire l'objet d'un dossier d'exploitation sous chantier tel que décrit précédemment, et tenir compte du délai d'instruction précisé au 1.4.

1.6 CHANTIERS ANNEXES CONNUS

La maîtrise d'œuvre communiquera l'ensemble des informations à sa connaissance tout au long du marché concernant ces chantiers annexes connus.

2 CONTRAINTES D'EXPLOITATIONS FIXÉES PAR LE MARCHÉ

2.1 PRINCIPES

Toutes les périodes stipulées dans la présente Notice d'Exploitation Sous-Chantier, dans les arrêtés et les restrictions de circulation comprennent la pose et la dépose complète du balisage.

Les dispositions conduisant à réduire notablement la capacité de l'infrastructure (réduction du nombre de voies, coupures, basculements, ripages) ne sont autorisées qu'à certaines périodes, sur certaines zones de travaux, pour certains types de travaux et dans des délais contraints (cf. suite de la notice). Il en est de même pour les fermetures de bretelle d'accès ou de sortie des échangeurs.

Les dispositions visant à neutraliser les bandes dérasées et BAU ne sont autorisées que si la zone concernée est isolée de la circulation par un séparateur modulaire de voie de classe de résistance adaptée à l'obstacle à isoler.

Tous les travaux créant un risque de chute d'objet sur les chaussées environnantes ou franchies devront être réalisés sous fermeture de la dite chaussée.

Au droit de certaines zones de travaux identifiées, des neutralisations de la voie lente de l'A 16 entre les PR 85+000 et 104+000 seront nécessaires dans les deux sens de circulation.

2.2 PÉRIODES DE TRAVAUX PROSCRITES

- Période en cours de viabilité hivernale (novembre à mars) et post viabilité hivernale éventuelle (mars et avril) : pendant cette période, un point devra être fait conjointement pour vérifier en fonction de la météo la possibilité de pose d'un balisage.
- Jours hors chantier 2025 à 2030 (les circulaires ministérielles les spécifiant seront fournies pendant les phases préparatoires).

2.3 CONTRAINTES GÉNÉRALES

Une attention particulière devra être apportée quant à la sécurité des accès au chantier pour les zones de travaux à proximités des habitations riverains à la sécurité de la circulation piétonne.

La neutralisation de la voie lente de l'autoroute A16 peut être réalisée de jour comme de nuit, et en continu, sous arrêté spécifique.

Le titulaire prendra soin de limiter au maximum la gêne à l'utilisateur en limitant dans le temps la mise en place des mesures d'exploitation. Le titulaire devra déposer le balisage dès lors qu'aucun travaux n'est prévu pendant une durée excédant 72h. La pose du balisage sera donc autorisée par le MOE au regard du planning des travaux actualisé conformément aux consignes du CCAP par le titulaire.

Le périmètre impacté par cet accord-cadre est l'autoroute A16, dans les deux sens, entre les PR 85+000 et PR 104+000.

La réalisation de travaux d'entretien de la partie supérieure de l'assainissement (dérasement, balayage, curage en limite de bande d'arrêt d'urgence) nécessitera la neutralisation de la voie lente au droit de la zone de travaux et, à certains endroits, la fermeture de bretelles d'insertion.

2.4 ITINÉRAIRES DE DÉVIATION

En cas de fermeture de bretelle, une déviation est à prévoir avec balisage de chaque carrefour ou point de choix jusqu'au retour sur l'itinéraire normal. La réalisation du balisage des déviations et leur maintenance est rémunérée par les prix du marché. Malgré les modalités données dans les paragraphes précédents, le titulaire est responsable du parcours de chaque déviation et doit s'assurer de leur cohérence.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de modifier une déviation à tout moment à la demande d'un gestionnaire de voirie.

2.5 SANCTIONS ET PÉNALITÉS

Le non-respect du présent document entraîne l'application des pénalités prévues au CCAP.

3 CARACTÉRISTIQUES DES DISPOSITIFS D'EXPLOITATION SOUS CHANTIER

3.1 INFORMATION AUX USAGERS

À la demande de la maîtrise d'œuvre, le titulaire mettra en place des panneaux d'information aux usagers aux abords du chantier (réseaux autoroutier, national et/ou secondaire), suivant le plan et le planning d'implantation et les maquettes graphiques fournis par la maîtrise d'œuvre. Les plans de décors seront fournis au minimum 3 semaines avant la date de mise en place fixée par la maîtrise d'œuvre. Cette mise en place devra intervenir au cours de la période de préparation, généralement minimum une semaine avant le début des travaux.

Les panneaux, de classe T2, seront de deux dimensions (format paysage) :

- 4 m x 3 m en section courante,
- 1,60 m x 1,20 m en bretelle.

Les symboles, lettres et listels seront de couleur noire.

Les panneaux seront en métal, avec bords sertis, fixés sur supports I métalliques. Le haubanage est interdit. Les panneaux seront implantés 10 jours avant le début des travaux

L'implantation précise de chacun des panneaux sera proposée par le titulaire et soumis au visa de la maîtrise d'œuvre. Les panneaux devront rester en place et faire l'objet d'une maintenance si nécessaire, jusqu'à la date fixée par la maîtrise d'œuvre.

3.2 CARACTÉRISTIQUES DES DISPOSITIFS DE SIGNALISATION TEMPORAIRE

3.2.1 Généralités

L'ensemble des matériels posés sera dans un état neuf. Ils doivent être nettoyés régulièrement pour conserver leur parfaite visibilité.

Toute signalisation temporaire doit être masquée ou déposée dès lors qu'elle cesse d'être utile.

Lors de la pose, le titulaire doit s'assurer que chaque panneau est parfaitement visible (végétation, zone d'ombre, glissière, pile d'ouvrage...).

3.2.2 Dimensionnement et caractéristiques des panneaux et matériels

La zone de travaux concernée se situant en partie sur des routes à chaussées séparées à 2 x 2 voies, les panneaux seront de « Grande Gamme » (bretelles) ou de « Très Grande Gamme » (section courante).

La taille des lettrages des panneaux est celle correspondant à la signalisation permanente dans les mêmes conditions (type de voie, vitesse autorisée).

Les dimensions des panneaux de signalisation temporaire seront conformes à l'annexe A1.2 du manuel du chef de chantier, volumes 1 et 2 du SETRA.

Les critères de stabilité, de résistance au vent, de mobilité et de légèreté seront pris en compte pour le choix des supports.

Tous les signaux utilisés sont obligatoirement rétro-réfléchissants de classe 2 à structure micro-prismatique. De plus, les premiers panneaux de danger rencontrés (sur chaque axe ou bretelle), en amont de la zone de travaux, sont équipés de trois feux R2 (éclairage de type xénon) de balisage et d'alerte synchronisés.

3.2.3 Panneau de police de type AK5

Les panneaux AK5 sont rétro-réfléchissants de classe II, avec tricolor de type R2 disposant d'une commutation « Jour-Nuit ».

3.2.4 Balises K5c (10 m) + feux R2d

Dans les biseaux de neutralisation de voies, il convient de mettre en œuvre des balises K5c équipés d'une rampe défilante avec feux de type R2d, implantés 1 balise sur 2 et équipés d'une commutation « Jour-Nuit ».

3.2.5 Dispositif de séparation de files

L'utilisation de K5a, c ou d est autorisée pour des périodes courtes (nuit ou week-end).

3.2.6 Séparateurs modulaires de voie de classe A (type K16)

Les dispositifs K16 seront conformes à la norme XP P98-454 – Balisage Temporaire : séparateurs modulaires de voies en matière plastique.

Les K16 seront de classe A, lestés au sable, posés alternativement de couleur rouge et blanche et devront être rendus solidaires.

3.2.7 Séparateurs modulaires de voie de classe B

Les dispositifs seront conformes aux normes NF EN 1317.

Le choix du niveau de retenue et du traitement des origines de files sera conforme au guide « Séparateurs Modulaires de Voies à usage temporaire ».

Aucun travail, ni stockage même ponctuel, ne sera autorisé dans la zone de fonctionnement du dispositif.

Dès que nécessaire, une peinture jaune sera appliquée sur le talon de ce séparateur. Ce séparateur sera également équipé tous les 2m de délinéateurs (86 mm x 10 mm) rétro-réfléchissants oranges visibles dans les deux sens de circulation.

3.2.8 Flèches lumineuses de rabattement (FLR)

L'attention du titulaire est portée sur le fait que l'usage de dispositif de balisage temporaire

type Flèches Lumineuses de Rabattement (FLR) est limité à des chantiers de durée inférieure à 8 h sur tout le réseau de la DIR Nord. À l'usage des FLR, il est précisé que les remorques ne devront pas être dételées de leur véhicule tracteur.

3.2.9 Occultation / dés-occultation de panneau

Les panneaux doivent être occultés par du film noir adhésif. Un nettoyage préalable du panneau doit être effectué afin d'assurer la bonne adhérence temporaire. Ces prescriptions s'appliquent également aux panneaux d'information.

4 MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS D'EXPLOITATION SOUS CHANTIER

4.1 MISE EN PLACE DE LA SIGNALISATION

Ces opérations sont réalisées par le titulaire.

La position exacte des différents panneaux et dispositifs destinés à demeurer plus d'une semaine en place ou à être mis en place plusieurs fois au sein d'une même semaine, feront l'objet d'un marquage de repérage à la peinture en BAU ; ce marquage fera l'objet d'un constat.

Un constat contradictoire de balisage justifiant la conformité et la bonne visibilité des différents panneaux et zones de transition sera rédigé avec le représentant du maître d'œuvre. Le titulaire devra tenir compte des observations formulées à l'occasion de sa rédaction et adapter le dispositif en conséquence.

Un récapitulatif des dates de pose et dépose de balisage sera à établir conjointement avec le maître d'œuvre et tracé dans les compte-rendus de réunions de chantier.

L'autorisation du gestionnaire de la voie sera obligatoire avant toute pose de panneau. Conformément à l'article 1.4, cette demande aura du être transmise le mercredi précédent la semaine de réalisation des travaux, avec le planning hebdomadaire de demande de restriction.

4.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACCÈS DE CHANTIER

Les conditions d'accès aux zones de travaux seront définies lors des visites obligatoires prévues à la consultation.

Les accès chantier doivent être signalés comme tels et accompagnés de panneaux B1 (sens interdit) et fermés par des K5C. Lors des phases d'entrée/sortie du chantier, un homme-traffic devra être positionné à chacun des accès utilisés. Quand cela est possible, les accès doivent intégrer une longueur de décélération/accélération pour permettre aux engins de s'insérer correctement dans la circulation. Il est interdit d'accéder au chantier via la voie neutralisée de l'autoroute.

4.2.1 Principes généraux des accès de chantier

- les entrées et sorties de chantier doivent être réalisées dans le sens de la circulation (manœuvres en marche arrière interdites).
- les entrées et sorties éventuelles de chantier sur les autres voiries (le cas pour la majeure partie des zones de travaux identifiées) sont conditionnées à l'accord du gestionnaire concerné (Conseil Départemental 59 et 62, Intercommunalités, communes...). L'attention du titulaire est attirée sur le délai de réponse de chacun des gestionnaires.
- Toute manœuvre de véhicules ou engins hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite.
- Les entrées et sorties de la zone de chantier se feront par les passages spécialement aménagés à cet effet.
- À l'exécution de toute manœuvre, la priorité restera aux usagers.
- Les traversées des voies à pied sont interdites.

NB : les sujétions de création d'accès, dans et hors des zones travaux sont réputées être rémunérées dans les prix du marché. Elles peuvent notamment inclure :

- la dépose/repose de dispositifs de retenue en dehors des zones de travaux ;
- un dégagement d'emprise complémentaire ;
- le nettoyage des engins accédant aux voies circulées ;
- le renforcement ou les réparations de chaussées, BAU, TPC, non prévues pour recevoir le trafic des véhicules du chantier et qui seraient dégradées par les travaux.

4.2.2 Protection des zones de travaux

Au droit des zones de travaux, le chantier est protégé soit par des glissières de sécurité (métalliques ou béton) soit par un dispositif de type séparateur modulaire de voie.

4.3 PRESTATIONS NON DÉTAILLÉES

Le présent document ne détaille pas certaines prestations néanmoins à réaliser par le titulaire, qui sont réputées être rémunérées par les prix « exploitation sous chantier », en particulier :

- signalisation relative à la mise en place, à l'exploitation et au repli des différentes phases ;
- accès (chantier et riverains), signalisation propre au chantier, Points Rencontre Secours (PRS) et dispositifs de fermeture ;
- les dispositions supplémentaires visant à réduire la gêne à l'utilisateur ;
- la mise en place d'un agent permanent « signalisation » pour coordonner les opérations

lourdes de signalisation temporaire.

Des précisions figurent aux autres pièces du dossier, notamment dans le PGCSPS.

4.4 MAINTENANCE

Le titulaire doit maintenir et entretenir toute la signalisation provisoire, quelle que soit la voirie concernée (Réseau Routier National, Route Départementale, collectivités) jusqu'à la fin des travaux, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Ses interventions peuvent intervenir de jour comme de nuit.

De plus, en cas d'imprévu, d'alerte ou d'accident, et sur toute demande téléphonique des forces de l'ordre, de la maîtrise d'œuvre, de l'exploitant (District du Littoral), ou du CIGT de Lille (Allegro), **le titulaire doit intervenir au plus tard sur site 1h après la demande.**

De plus, en cas de non-conformité du dispositif à l'arrivée sur site du titulaire :

- **une remise en état d'urgence**, qui pourra être provisoire, incluant notamment la partie « légère » du dispositif en place (dispositifs de guidage, police verticale) et le dégagement des voies de circulation, **devra être réalisée dans un délai de 1h après arrivée sur site du titulaire ;**
- la remise en état des dispositifs de retenue, de signalisation directionnelle, d'éclairage et de marquage, ainsi que la **remise en état totale** du dispositif devront être réalisées dans un **délai de 4h après arrivée du titulaire.**

À ce titre le titulaire devra veiller à stocker à proximité du chantier du matériel de remplacement de la signalisation temporaire, adapté au balisage de la phase en cours.

Préalablement au démarrage des travaux, le titulaire doit faire connaître au Maître d'œuvre le nom, l'adresse et le numéro téléphonique de la personne qu'elle a désignée pour la maintenance de la signalisation. Cette personne est chargée d'intervenir ou de déclencher une intervention à toute heure, de jour comme de nuit, et chaque jour, dimanches et fêtes compris, sur une défaillance de la signalisation.

De plus, le titulaire, en cas d'accident de la circulation impliquant un balisage temporaire mis en place dans le cadre du présent marché, doit :

- prévenir immédiatement les forces de police et le CIGT ;
- effectuer un relevé photo numérique y compris du balisage mis en place.

4.5 INTERACTION AVEC LES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Avant tout démarrage des travaux, le titulaire devra prendre contact avec la maîtrise d'œuvre pour définir avec elle les modalités à prévoir pour une bonne information de l'utilisateur en cas

d'événements imprévus pouvant mettre en cause sa sécurité.

Les dispositions arrêtées seront conformes aux dispositions réglementaires de la signalisation routière.

Pendant toute la durée du chantier, lorsque les conditions climatiques sont incertaines, avant le début des travaux, le titulaire devra s'assurer que les prévisions météorologiques sont compatibles avec le bon déroulement des restrictions de circulation en toute sécurité pour les usagers.

Au cas où, malgré ces précautions, il s'avérerait en cours de journée que les conditions minimales de sécurité ne sont plus respectées, le chantier sera arrêté et le titulaire prendra toutes les mesures conservatoires exigées pour le maintien de la sécurité des usagers.

5 SÉCURITÉ DU CHANTIER ET DES USAGERS DE LA ROUTE

Le titulaire chargé de la réalisation des travaux devra prendre connaissance et respecter le Fascicule des règles générales de sécurité imposées aux titulaires exécutant des travaux sur autoroutes ouvertes à la circulation.

Ce fascicule pourra être retiré auprès du service gestionnaire de la voirie, par l'intermédiaire d'une demande écrite à :

DIR Nord
District du Littoral
RD 243 E Rue Tunnel
62231 PEUPLINGUES

Avant tout commencement de travaux, le titulaire du marché devra obtenir de la part du gestionnaire de la voirie une « AUTORISATION DE CIRCULER » conformément à l'article R 432-7 du code de la route.

Cette dernière sera délivrée après réception d'une demande écrite mentionnant l'identité du personnel ainsi que l'immatriculation des véhicules affectés sur le chantier.

6 INTERACTIONS AVEC LES AUTRES INTERVENANTS

6.1 RÉSEAU ROUTIER NATIONAL

Le service gestionnaire de la voirie est le CEI de Peuplingues, au sein du District du Littoral / Arrondissement Routier Ouest.

Une patrouille régulière sera effectuée par l'intermédiaire de la patrouille quotidienne des agents des Centres d'Entretien et d'Intervention de la DIR Nord concernés (CEI de Peuplingues).

La veille qualifiée de jour comme de nuit est assurée par le CIGT de Lille de la Direction

Interdépartementale des Routes Nord. Le CIGT devra être joint au 07 56 11 43 06 ou au 07 56 11 43 09, au début et à la fin de chaque intervention programmée ainsi qu'en cas d'incident ou d'accident, de jour comme de nuit, nécessitant la remise en état du balisage.

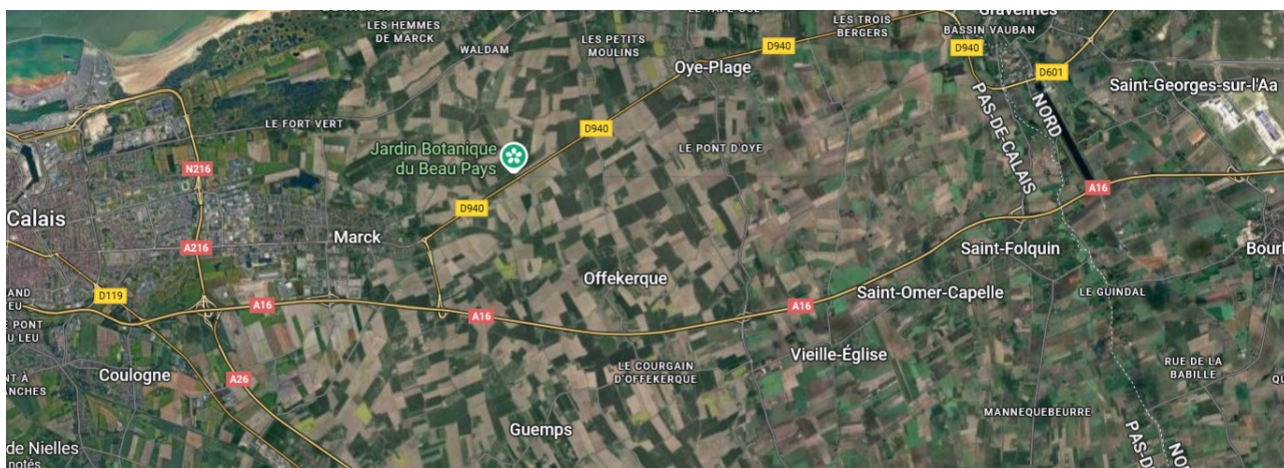
En cas de circonstances imprévues (accident...) et en cas d'indisponibilité du maître d'œuvre, le Chef du District du Littoral ou son représentant pourra, sans avertissement préalable, imposer l'adaptation des dispositions d'exploitation sous chantier voire imposer l'interruption immédiate des travaux.

6.2 RÉSEAU SECONDAIRE

Les services gestionnaires des voiries du réseau secondaire de la zone emprise du présent marché sont les suivantes :

- Conseil Départemental du Nord (CD59)
- Conseil Départemental du Pas-de-Calais (CD62).

7 PLAN DE SITUATION GÉNÉRAL



Le chef d'AGR ouest p.i.